



Le président américain, Donald Trump, a fait part de son intention d'imposer une taxe de 20% sur les importations en provenance du Mexique. Les analystes sont nombreux à affirmer qu'une telle mesure contreviendrait aux règles de l'OMC. (DANIEL BECERRIL/REUTERS)

Taxer les produits mexicains «ne serait pas OMC-compatible»

COMMERCE Le projet de Donald Trump de financer la construction d'un mur entre les Etats-Unis et le Mexique par une taxe à l'importation est confus et controversé. Selon des experts, ce sont les consommateurs américains qui finiront par payer

RAM ETWAREEA
@ram52

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) se retient de commenter la déclaration confuse de Sean Spicer, le porte-parole du nouveau président américain, Donald Trump. A bord de l'avion présidentiel Air Force One jeudi, celui-ci a fait part de l'intention de son patron d'imposer une taxe de 20% sur les importations en provenance du Mexique.

L'argent ainsi récolté servirait à financer la construction d'un mur entre les deux pays dans le but d'endiguer l'immigration clandestine. Le président mexicain, Enrique Peña Nieto, s'est fâché et a aussitôt annulé sa visite à Washington prévue pour le 31 janvier.

Pendant la campagne électorale, le candidat Donald Trump avait fait de l'immigration un cheval de bataille pour attirer le vote d'électeurs conservateurs. Mercredi dernier, en nouveau maître de la Maison-Blanche, il a signé le décret ouvrant la voie à la construction du mur. Si l'OMC, le gendarme du commerce

international, se refuse à tout commentaire, c'est que la taxe évoquée n'est qu'au stade de projet.

Par contre, analystes et observateurs politiques sont nombreux à affirmer qu'une telle mesure contreviendrait aux règles de l'OMC qui, elle, prône plutôt la fin des barrières douanières. Elle ne serait pas non plus compatible avec les principes de l'Accord de libre-échange de l'Amérique du Nord (Alena) qui réunit les Etats-Unis, le Mexique et le Canada.

Contradictions et confusions

Manfred Elsig, directeur adjoint du World Trade Institute à l'Université de Berne, explique qu'embellie que l'équipe de Donald Trump ne travaille pas de façon coordonnée, d'où des contradictions et des confusions. «Les républicains envisageraient de mettre en place un nouveau système fiscal, y compris la taxe de 20% sur toutes les importations, explique le professeur. Cette mesure permettrait alors de réduire la fiscalité des entreprises aux Etats-Unis.» Selon lui, la mise en place d'une telle taxe – une prérogative du Congrès – prendrait beaucoup de temps.

«Un droit de douane de 20% n'est probablement pas OMC-compatible, poursuit Manfred Elsig. Car il serait discriminatoire et pénaliserait les importations.» Il doute aussi de sa mise en œuvre du fait que les républicains sont plutôt favorables

à la réduction des droits de douane. Et d'ajouter: «Mais si elle se concrétise, les consommateurs américains finiront par payer le mur.»

«La taxe constituerait clairement une subvention illégale en faveur des entreprises américaines», explique pour sa part Hosuk Lee-Makiyama, directeur de l'European Centre for International Political Economy (Ecipe), un centre d'étude basé à Bruxelles. Selon lui, cette subvention payée par les contribuables américains aura un effet dévastateur sur l'économie. Il relève qu'en baissant le taux d'imposition des entreprises, l'administration Trump donnerait une forte impulsion aux multinationales américaines pour rentrer au pays. A présent, ce taux est de 35%, ce qui explique pourquoi les Apple, Starbucks, McDonald's, Google et des dizaines d'autres ont délocalisé leurs quartiers généraux dans des pays fiscalement plus accueillants.

Richard Baldwin, professeur d'économie politique à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID), affirme qu'il y a beaucoup de confusion autour de ce projet et que ce n'est pas certain qu'il aille de l'avant. «Dans tous les cas, une telle taxe violerait les règles de libre-échange de l'OMC, dit-il. Les Etats-Unis ne peuvent pas agir de façon unilatérale contre le Mexique ou contre tout autre pays.»

L'IATA délocalise une partie de ses effectifs

RESTRUCTURATION L'Association internationale du transport aérien, dont les locaux à Genève Aéroport concentrent environ 450 employés, cherche à en transférer 60 vers Madrid et Montréal

DEJAN NIKOLIC
@DejNikolic

L'Association internationale du transport aérien (IATA, en anglais) a l'intention de déplacer une partie de ses effectifs de Genève Aéroport vers Madrid et Montréal, a appris *Le Temps*. Les employés travaillant dans le Centre Swissair, lequel jouxte le terminal de Genève Aéroport, ont été prévenus ce jeudi de cette délocalisation. Une consultation interne a été lancée.

Au total, 60 salariés sont visés. La restructuration, qui répond à la mise en place d'un nouveau centre mondial sur les systèmes de règlement financier et ne découle par d'un programme de réduction des coûts, doit se passer en deux temps: une première vague de départs ces prochains mois, puis une autre en 2018.

Cette décision intervient alors que Genève Aéroport et le canton ont racheté, fin 2016, pour 72 millions de francs, une partie majeure du bâtiment dans lequel est installée l'IATA.

Interpellée sur ses intentions, suite à cette acquisition de Cointrin en novembre dernier, l'IATA avait assuré au *Temps* «avoir rencontré les autorités genevoises et aéroportuaires, pour leur confirmer [son] intention de rester à Genève». Une présence, certes, mais réduite. Selon nos informations, les collaborateurs visés par ce déménagement auraient été invités notamment à accepter un salaire espagnol ou canadien jusqu'à 40% inférieur à celui qu'ils touchent en Suisse.

Principal organisme commercial de l'aéronautique

L'IATA, dont la direction générale a été reprise en septembre dernier par Alexandre de Juniac, ex-patron d'Air France-KLM, est le principal organisme commercial du secteur aéronautique. L'entité privée, à ne pas confondre avec l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), une organisation dépendante des Nations unies et chargée d'établir des normes internationales pour le transport aérien, maintient historiquement une forte présence à Genève. Ses bureaux exécutifs abritent près du tiers de ses effectifs mondiaux, soit plus de 200 employés, dédiés notamment à la sécurité des passagers. ■

SUR LE WEB

Twitter
Suivez les tweets de la rubrique économique du «Temps» sur: @LeTempsEco

EN BREF

La croissance américaine a été apathique sur l'ensemble de 2016

La croissance économique des Etats-Unis a décéléré au quatrième trimestre, décevant les attentes des analystes, et se révèle apathique sur l'ensemble de 2016, selon la première estimation du Département du commerce publiée vendredi. D'octobre à décembre, le produit intérieur brut (PIB) américain a crû de 1,9% en rythme annualisé et en données corrigées des variations saisonnières. Sur l'année, la première économie mondiale n'a progressé que de 1,6% en 2016 après une hausse de 2,6% en 2015. AFP

Charles Vögele annonce sa faillite aux Pays-Bas

Charles Vögele Netherlands dépose le bilan. La filiale néerlandaise du groupe de confection schwyzois passé sous le contrôle des investisseurs italiens de Sempione Retail a annoncé vendredi sa faillite au Tribunal de district d'Amsterdam. La mesure concerne 95 succursales et environ 700 employés. ATS

La stratégie numérique suisse devrait être plus globale

RÉFORMES La Suisse comme valeur refuge des données? La fin des différences de protection sociale entre salariés et indépendants? Après le Conseil fédéral, c'est la Fondation CH2048 qui est partie à la recherche d'une stratégie numérique pour la Suisse, lors d'un congrès vendredi à Lucerne

Après le rapport descriptif du Conseil fédéral le 11 janvier, l'avenir numérique de la Suisse a été l'objet central du congrès organisé vendredi à Lucerne par la Fondation CH2048. Le congrès intègre des entrepreneurs globaux comme Manuel Grenacher, fondateur et président de Mila et de Coresystems, des sociétés internet créées par un Suisse enseignant dans une HES, mais qui sont basées à San Francisco.

Une comparaison suffit à souligner l'importance du débat sur le numérique et la nécessité d'une approche globale, selon Christoph Koellreuter, directeur de programme et vice-président de CH2048. En vingt ans, la finance n'a pas créé de valeur. En effet, entre 1998 et 2016, la valeur boursière d'UBS et de Credit Suisse a

baissé. En revanche, celle des leaders de la pharma, Roche et Novartis, s'est accrue de 50%. Mais celle d'Apple et de Microsoft a triplé. Pour Christoph Koellreuter, il est temps que la Suisse opère sa transformation numérique.

Apple vaut trois fois plus que Roche et Novartis

Depuis 2012, la valeur boursière des grands groupes numériques a dépassé celle des multinationales des sciences de la vie. Apple vaut trois fois plus que Roche et Novartis après s'être accrue d'un quart en quatre ans. Google a doublé, Amazon triplé, Facebook quintuplé.

La situation de la Suisse est compliquée par les lenteurs politiques et les nécessités de la démocratie directe

La fondation CH2048 regroupe des personnalités économiques, scientifiques et politiques qui défendent une Suisse compétitive au plan global mais aussi responsable et ouverte. Au sein du conseil, on trouve aussi bien Christoph Koellreuter, vice-président, que Marcel Tanner, président de l'Académie des sciences naturelles. La présidence est assumée par une Romande, Gisèle Girgis-Musy (ex-Mi-gros). A Lucerne, l'organisation est parvenue à attirer des «digital shapers», tels que Patrick Warnking, directeur de Google en Suisse, Roger Wüthrich, directeur du développement numérique de Swisscom, et Patrizia Pesenti, membre de Digitaliswitzerland (et de Ringier, copropriétaire du *Temps*).

«Il manque à la Suisse un projet entrepreneurial numérique aux ambitions globales», observe Christoph Koellreuter. Le secteur pharmaceutique bâlois a beaucoup profité dans son expansion de la création du Biozentrum, à la fin des années 1960. Aujourd'hui, il commence à se positionner dans l'analyse des données afin de calibrer les thérapies. Mais les géants du Net sont actifs. Google

«Il manque à la Suisse un projet entrepreneurial numérique aux ambitions globales»

CHRISTOPH KOELLREUTER, DIRECTEUR DE PROGRAMME ET VICE-PRÉSIDENT DE CH2048

s'intéresse de plus en plus à la santé, fort de sa puissance d'analyse des données.

Trois champs de développement

La situation de la Suisse est compliquée par les lenteurs politiques et les nécessités de la démocratie directe. Le soutien de l'initiative doit être partagé par la majorité des citoyens. «Le Conseil fédéral se limite à un état de la situation. Nous devons préciser les options et les moyens. La fondation propose trois champs de développement principaux», analyse Christoph Koellreuter. Le premier domaine de développement

pourrait être celui de la protection des données. «La Suisse a une carte importante ajoutée en tant que pays refuge susceptible de créer la confiance des acteurs numériques», selon le conseiller de CH2048. Dans le contexte d'une géopolitique incertaine, des craintes de voir les données circulant aux Etats-Unis être lues par la NSA, et des réglementations restrictives de l'Union européenne, la Suisse peut offrir le juste équilibre.

Le deuxième champ de développement s'appuie sur l'élaboration de conditions-cadres favorables au Big Data et le désir d'investir dans les sciences numériques dans les universités. La Suisse peut y exceller en favorisant l'immigration de talents et en adaptant sa fiscalité.

Le troisième thème concerne le marché du travail. L'institut Polynomies publiera le 22 juin à Lausanne, lors de la Journée des employeurs, une méta-analyse sur les effets de la numérisation sur l'emploi, y compris sur son impact en Suisse. ■

EMMANUEL GARESSUS, ZÜRICH
@garessus